

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 27

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (titulaires, Luxembourg) et Monsieur Schmit (suppléant, Luxembourg) :

1. ...
2. La loi ou la loi-cadre détermine explicitement les conditions d'application auxquelles la délégation est soumise qui consistent en une ou plusieurs des possibilités suivantes:
 - le Parlement européen et le Conseil peuvent décider de révoquer la délégation,
 - le règlement délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen ou le Conseil n'expriment pas d'objections,
 - ~~les dispositions du règlement délégué sont caduques après un délai déterminé par la loi ou la loi-cadre. Leur validité peut être prorogée sur proposition de la Commission, par décision du Parlement européen et du Conseil.~~

Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité de membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Explication éventuelle :

Pour des raisons tenant à la prévisibilité des réglementations et donc de la sécurité juridique souhaitée par les opérateurs économiques, il semble préférable de ne pas prévoir l'option d'une "sunset-clause". De plus, alors que le règlement délégué est destiné à simplifier la législation européenne en la dépouillant d'éléments non essentiels, il est difficile de concevoir que ces dispositions déléguées soient déclarées caduques à l'avance alors que la loi continue de sortir ses effets.